

Guernica

**Centre d'enseignement militaire supérieur Air (CEMS Air)**

**Directeur de la publication :**  
Col Dominique Colas

**Rédacteur en chef :**  
Cdt Corinne Robillart

**Rédacteur en chef adjoint :**  
Ltt Adeline Blanvillain

**Rédacteurs du CESA :**  
Adc Jean-Paul Talimi  
Sgc Fanny Boyer

**Maquette :**  
M. Emmanuel Batisse  
M. Philippe Bucher  
Clc Zita Martins Nunes  
Clc Stéphanie Moulinou

**Crédits photographiques :**  
Fonds documentaire de la bibliothèque du CESA

**Diffusion :**  
M. Pierre d'Andre  
Clc Fabrice Moya  
Avt Dany Bachelet

**Correspondance :**  
CEMS Air  
1 place Joffre,  
75700 PARIS SP 07 - BP 43  
Tél. : 01 44 42 80 64  
MTBA : 821 753 80 64  
st.cesa@inet.air.defense.gouv.fr

**Impression :**  
Imprimerie moderne de l'Est  
  
Tirage 2 500 exemplaires

Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité des auteurs.

**TOUS DROITS DE REPRODUCTION RÉSERVÉS**  
ISSN 1769-4752

## Relations internationales - Géopolitique

Le Sahel, le terrorisme et la France ..... 2

## Économie

Les modèles d'économie fondés sur l'exportation ..... 4

## Stratégie de sécurité

L'Europe de l'armement ..... 6

## Philosophie

Enjeux, coûts et risques d'un pari ..... 8

## Espace

*Schriever Wargame 2012*..... 10

## Histoire de l'aéronautique et de l'espace

Transformation : les six visages de l'armée de l'air ... 12

## Droit et institutions

Institutions européennes -3 ..... 14

## Sciences

Massachusetts Institute of Technology  
« *Mens et Manus* » ..... 16

## Histoire

La guerre d'Espagne (juillet 1936 - avril 1939) ..... 18

## Pensée politique

Les origines de la guerre..... 20

## Éthique

L'individu ..... 22

## La bibliothèque essentielle

*Pour qui sonne le glas* (1940) d'Ernest Hemingway  
(1899-1961) ..... 24

## Arts

*Guernica* de Pablo Picasso ..... 26

**Au fil de la plume** ..... 28

# Le Sahel, le terrorisme et la France

La rébellion armée qui a pris le pouvoir dans le nord du Mali accentue l'instabilité **des pays dits du « Champ du Sahel » (Algérie, Mali, Mauritanie et Niger) mais également ceux au sud, au Nigeria en particulier.**



DR

Suite au lancement de l'initiative Pan-saharienne (PSI), suivi en 2005 du partenariat Transsaharien contre le terrorisme (TSCTP)

qui réunit le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Nigeria, le Burkina Faso et le Sénégal, les États-Unis d'Amérique considèrent que la zone sahélo-saharienne est primordiale pour leur sécurité. **La France a placé cette zone sur son « arc de crise » depuis la parution en 2008 du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.**

## Le Sahel : une zone de non-droit nouveau sanctuaire pour Al-Qaïda

Mouammar Kadhafi ouvrit ses dépôts de munitions pour que ses fidèles prennent les armes face aux rebelles de Benghazi. Outre les affidés au régime, Tripoli a utilisé, entre autres, des Touareg pour l'aider à repousser la rébellion. Or, des liens étroits existent entre AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) et les Touaregs. **Le Sahel, caractérisé par son extrême porosité et par un contrôle étatique très faible voire inexistant, possède tous les atouts pour devenir le nouveau sanctuaire islamiste de la planète.**

**La situation est aggravée par le fait qu'il n'existe pas de consensus régional sur la stratégie à adopter pour combattre ces islamistes.** L'Algérie mise sur la coopération avec les États-Unis, tandis que la Mauritanie, le Mali et le Niger préfèrent Paris. De plus, la question sahraouie bloque toute coopération entre le Maroc et l'Algérie.

Possédant toutes les caractéristiques d'un sanctuaire, le Sahel s'étend sur des États aux liens historiques forts avec la France. Cette région représente donc pour notre pays un enjeu stratégique.

## Les enjeux pour la France

**Sur le plan commercial, la France est le premier fournisseur et souvent un des principaux clients de ces pays.** Areva a importé du Niger, en quarante ans, plus de 120 000 tonnes d'uranium pour alimenter les centrales nucléaires françaises. La présence d'AQMI dans la région pourrait encourager certains Nigériens

à rejoindre ses rangs ou à jouer les sous-traitants dans les différents trafics ou dans le « business des otages », d'autant qu'AQMI possède des moyens financiers importants afin d'attirer ces jeunes désœuvrés. Au Sahel, la pauvreté, la misère et l'absence d'État sont un véritable terreau de recrutement.

Par ailleurs, il est probable qu'AQMI veuille exercer une influence sur les territoires au sud du Sahel, habités par des populations musulmanes. Boko Haram a prêté allégeance à AQMI en 2010 et a diffusé un communiqué appelant les Nigériens au Djihad *via* l'organe de communication d'AQMI : *al-Andalus*. Rappelons que ces djihadistes prônent le Califat, c'est-à-dire qu'ils ignorent les frontières héritées de la colonisation. Ainsi, outre le Nigeria, d'autres pays liés à la France tels le Sénégal, le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire ou le Tchad sont menacés de radicalisation d'une partie de leurs populations désœuvrées. D'ailleurs des liens existeraient déjà entre l'AQMI et des Sénégalais. **Même si certains pensent que l'islam d'Afrique noire est tolérant, aujourd'hui la radicalisation tente les jeunes désœuvrés.**

Enjeu stratégique majeur, la situation au Sahel ainsi que les velléités d'expansion d'AQMI imposent à notre pays de prendre ses dispositions pour se protéger.

### Recommandations

**La France doit envisager sérieusement l'emploi de sociétés militaires privées pour sécuriser les sites des entreprises françaises de la région.** Actuellement, le dispositif législatif français n'est pas adapté. Toutefois la législation pourrait évoluer et ces entreprises de services de sécurité et de défense (ESSD) pourraient protéger les ambassades, les populations françaises expatriées, ou encore participer, en collaboration avec les forces armées, à leur évacuation. Pour mémoire, les ressortissants français dans la zone la plus dangereuse (Mauritanie, Mali et Niger) sont un peu plus de 8 000.

**La France, les États-Unis et l'ONU doivent encourager la coopération régionale dans la lutte contre le terrorisme.** En mettant de côté leurs différends sur la question du Sahara occidental, l'Algérie et le Maroc doivent coopérer efficacement. **Parallèlement, le développement de la zone doit être encouragé.** L'Agence française de développement doit poursuivre ses projets de coopération dans tous les domaines et en particulier ceux de l'éducation, de l'eau potable et de l'assainissement. En favorisant ainsi le développement, il s'agit de répondre durablement aux questions de sécurité en empêchant que certains jeunes rejoignent les rangs des extrémistes.

*Sous la haute direction de monsieur André Lewin, ambassadeur de France*

# Les modèles d'économie fondés sur l'exportation

**La grande richesse en matières premières, l'abondance de la main-d'œuvre, le cours faible de la monnaie, la position technique incitent certains pays à fonder la croissance de leur économie sur l'exportation. Cette mono-économie présente des avantages en période de croissance mais, pour faire face à des crises, de nouvelles orientations de leur politique économique peuvent sembler souhaitables.**

## Modèle d'exportation fondé sur la vente des matières premières

L'augmentation spectaculaire des prix du pétrole, en 1973 et en 1981, offre aux monarchies du Moyen-Orient, qui tirent les dividendes de la rente du pétrole, une croissance économique considérable. La Russie bénéficie, elle-même, de sa position de premier producteur de pétrole et de gaz. Entre 1992 et 2005, les recettes tirées des hydrocarbures représentent 16 % du produit intérieur brut (PIB) des 20 pays exportateurs, soit 49 % du total des recettes budgétaires. Cette moyenne grimpe jusqu'à 57 % pour les pays du Moyen-Orient. Le Brésil peut devenir, à son tour, un grand pays pétrolier grâce aux découvertes *offshore*.

## Modèle fondé sur le recours à une main-d'œuvre bon marché

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, le Japon, pauvre en matières premières, oriente son industrie vers l'exportation. Ce modèle est diffusé dans les années 1960 aux *Dragons* (Hong-Kong, Corée du Sud, Taiwan et Singapour) qui industrialisent spectaculairement leur économie avec l'aide des capitaux étrangers et une volonté étatique forte. Ces nouveaux pays industriels (NPI) deviennent exportateurs : la valeur du commerce est trois fois supérieure au PIB, préfigurant la mondialisation. La Chine, jusque là fermée au commerce international, s'ouvre à partir de 1992. L'État encourage la création d'entreprises de biens manufacturés, alimentés par une abondante main-d'œuvre bon marché. Les prix à l'exportation sont d'autant plus attractifs que la Chine mène une politique de sous-évaluation de sa monnaie, le yuan. Ce pays devient ainsi l'atelier du monde.

## Modèles d'exportation complexes

Le Japon, après avoir redémarré après guerre à partir de l'industrie lourde (pétrochimie, chantiers navals), a rapidement remonté la chaîne de la valeur ajoutée et obtenu, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, une position de quasi-monopole portant sur des produits industriels clés dans les domaines de l'électronique et de

l'automobile. Ces industries se placent ainsi au cœur des chaînes de production mondiales, ce qui leur confère une place stratégique. D'où les conséquences internationales du séisme du 11 mars 2011, rapidement compensé par le rebond au second semestre des industries japonaises. L'Allemagne, elle, a fondé sa croissance sur un modèle d'exportation basé sur un effort de compétitivité-prix (modération des salaires et allègement des charges sociales au début des années 2000) et hors prix (technicité et marketing axé sur la qualité).

### **Les difficultés liées au choix de modèles d'exportation**

Pour les modèles d'exportation de matières premières, les cours de ces dernières étant volatils, il est difficile d'en prévoir l'évolution. Entre autres exemples :

- au Nigeria, cette variation affecte son PIB de plus de 50 % ;

- en Amérique du Sud et centrale et en Afrique à la fin des années 1970, nombre de pays empruntèrent massivement, comptant sur la poursuite de la hausse du prix des matières premières et la faiblesse des taux d'intérêt. Mais la banque centrale américaine, la Fed, a mené, en 1980, une politique intense de lutte contre l'inflation entraînant une hausse des taux d'intérêt, hausse du dollar, et baisse des prix des matières premières. Le poids des emprunts conduisit ces États à la faillite ou au quasi-défaut. Cette explosion de la dette suscita le recours au Fonds monétaire international (FMI) qui leur imposa une politique d'ajustement structurel. En échange d'une aide financière, ils durent mener une politique d'économies budgétaires et de privatisations, et ouvrir leur économie à la concurrence.

Une difficulté majeure atteint les pays dont la croissance est fondée sur le modèle d'exportation quelle qu'en soit la cause : la dépendance à la conjoncture mondiale. C'est ainsi que la crise de 2009 a entraîné une chute du PIB en Russie de 8 %, au Japon de plus de 5 %, en Allemagne de 4,6 % et en Chine un ralentissement de la croissance. En Europe, l'augmentation du solde commercial allemand crée des déséquilibres au sein de l'Union européenne.

Pour faire face à ces difficultés, de nombreux pays diversifient, avec plus ou moins de succès, leur production. Ainsi, la Russie, le Chili, le Brésil appliquent une stratégie d'industrialisation de leurs économies. Les *Dragons* tendent vers un renforcement de la recherche afin de fabriquer des produits de haute technicité. La Chine se donne pour objectif une croissance plus harmonieuse laissant plus de place à la consommation interne.

---

Sous la haute direction de madame Denise Flouzat, recteur d'académie, professeur des universités et ancien membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.

# L'Europe de l'armement

**Atouts, faiblesses et perspectives d'un enjeu majeur pour l'Europe de la défense et la France – Politique industrielle de défense européenne, une nécessité pour l'Europe et la France**

NB : Cet article est le deuxième d'une série de trois, traités aux n<sup>os</sup> 88, 89 et 90 des *Carnets du Temps*.

« Avec l'instrument militaire, vous ne pouvez pas tout faire. Mais sans l'instrument militaire, vous ne pouvez pas tout faire. » Raymond Aron

Conserver et même renforcer la BITDE est nécessaire à tous points de vue. Le concept politique d'Europe de la défense a besoin, pour prendre corps, de s'établir autour d'une réalité industrielle et économique, que seule une BITDE pourra atteindre.

Ce besoin politique se combine de plus avec la réalité de la crise qui condamne les budgets de défense européens à des économies drastiques.

**Aussi les prochaines années seront-elles cruciales pour mettre sur pied et développer une politique industrielle de défense européenne qui n'est plus une option mais une nécessité tant nationale (approvisionnement de nos armées, emplois, excédent commercial...) qu'européenne (consolidation de l'Europe de la défense, autonomie européenne sur la scène internationale...).**

**Une priorité que l'État français a toute capacité et intérêt à mener.** Il est l'un des principaux actionnaires des groupes industriels de l'armement français qui sont parmi les plus importantes sociétés européennes du secteur (15 % d'EADS, 27 % de Thales, 30 % de Safran, 74 % de DCNS, 100 % de Nexter) : une présence française qui couvre l'ensemble du spectre de l'armement.

Pour engager cette politique industrielle de défense européenne, **des pistes sont d'ores et déjà envisageables :**

*Structurer la demande européenne dans une approche « gagnant-gagnant » :* une demande européenne (des États européens) tendant à devenir commune devrait permettre une dépense à meilleur coût pour les États et, pour les industriels, serait l'assurance d'un carnet de commandes mieux maîtrisé, avec

à la clef des économies d'échelle, des efforts en R&D rationalisés ainsi que des produits normalisés plus facilement exportables.

*Une préférence européenne enfin validée et assumée* : cette préférence européenne, respectueuse de la rigueur budgétaire, serait basée sur le principe de l'offre économiquement la plus avantageuse en Europe ou « *best for value money* » européenne. Elle garantirait à la fois la préservation de l'outil industriel et la sécurité d'approvisionnement des forces armées des États européens.

Certes, il faut être conscient que de nombreux pays y seront de prime abord opposés, en particulier le Royaume-Uni et certains « petits pays ». Il conviendrait donc avant tout de faire naître un consensus, entre tous ou quelques-uns, sur les conditions et moyens nécessaires pour la faire appliquer, notamment en s'accordant sur les critères d'une « entreprise européenne de défense ».

*Aider à l'émergence de champions industriels européens de niveau mondial* : dans un intérêt commun et indissociable, les grandes entreprises européennes et les États européens disposant encore d'une industrie de défense nationale devraient travailler conjointement à ce mouvement de consolidation, afin de faire émerger de nouveaux champions européens de taille mondiale. Ces consolidations devraient se faire autour de projets pragmatiques et économiquement viables, prenant également en compte les aspects sociaux (emplois) ainsi que la sécurité d'approvisionnement des forces armées européennes.

**Élaborer et appliquer une telle politique industrielle de défense européenne n'est certes pas aisé, mais avons-nous le choix** si nous voulons conserver notre autonomie stratégique et une industrie de défense européenne ? Dès à présent, aucun État membre n'a effectivement plus les moyens de soutenir le développement de l'ensemble des capacités technologiques et industrielles relevant de ses intérêts essentiels de sécurité.

Aussi est-ce dans ce sens qu'il faut percevoir l'Europe de l'armement, c'est-à-dire comme une ouverture capable de **garantir nos intérêts stratégiques nationaux comme l'intérêt général européen**.

# Enjeux, coûts et risques d'un pari

L'homme effectue des paris comme s'il voulait braver l'incertitude. Dans certains cas, cette volonté est fondamentale, car elle permet de faire avancer les connaissances humaines. Par exemple, la recherche scientifique s'appuie la plupart du temps sur des suppositions, que seule l'issue pourra justifier. L'homme serait donc doté d'un esprit aventureux l'amenant à dépasser ses certitudes, pour assurer son développement et sa propre survie. Mais cette volonté de « parier sur l'incertitude », s'exprime aussi à travers toutes sortes d'activités, des plus spirituelles aux plus matérielles, comme le jeu. Dans tous les cas, l'incertitude liée au pari laisse la place à tous les espoirs (richesse, réussite, vie après la mort etc.), amenant l'homme à ignorer ou minimiser les éventuels risques.

L'homme, curieux par nature, est amené à s'interroger en permanence. Ainsi, le pari peut être considéré comme une sorte d'interrogation, de laquelle découle un enjeu. En effet, même les paris les plus anodins possèdent un enjeu. Lorsque par exemple les enfants font des « paris d'amis », ils souhaitent tout simplement obtenir la satisfaction d'avoir raison ou un ascendant sur le perdant. En quelque sorte, le pari d'amis participe à une hiérarchisation des relations interpersonnelles.

Cet « enjeu », qui signifie, dans son sens premier, « somme d'argent mise au jeu et revenant au gagnant », est par ailleurs souvent financier lorsqu'il concerne le pari. Les jeux d'argent présentent le risque non seulement de perdre sa mise, mais également de sombrer dans l'addiction, liée soit à l'ardent espoir de récupérer les mises perdues soit à la griserie inhérente à l'accumulation de gains successifs ; les deux cas présentant le risque majeur de tout perdre à tout instant et d'astreindre le parieur à s'empêtrer dans une spirale infernale.

D'une manière générale, **le risque d'un pari est lié à la probabilité de gain ou de perte, tandis que l'enjeu est directement proportionnel au risque couru : plus le risque de perte est grand, donc la probabilité de gain faible, plus l'enjeu**

**doit être suffisamment attractif pour rendre ce risque acceptable.** C'est typiquement le concept adopté par les loteries nationales ou les lotos d'envergure plus modeste, qui affichent des gros lots extraordinaires à dessein d'attirer le chaland et de lui faire accepter la très grande probabilité de perdre intégralement sa mise.

Toutefois, l'enjeu ne saurait être considéré comme exclusivement pécuniaire. À une toute autre échelle, la guerre constitue le pari par excellence avec le risque considérable de se retrouver dans une situation bien pire que celle qui a suscité l'engagement des acteurs dans le conflit et où l'enjeu peut être politique (puissance nationale ou régionale), géopolitique (dessin des frontières), économique (contrôle des ressources naturelles), idéologique (guerre de religions) ou encore sociologique (guerre civile).

Bien plus, l'enjeu peut être totalement immatériel et représenter un pari en lui-même. C'est typiquement le cas dans la croyance religieuse, car, à défaut de preuve tangible de l'existence d'un dieu unique, omniprésent et omnipotent, et au-delà de la dimension spirituelle de la foi, croire en lui relève d'un pari dont l'enjeu est la béatitude éternelle. Plus avant, vivre en ascète pour garantir le salut de son âme, gage par là-même l'enjeu suprême qu'est la vie terrestre, preuve s'il en est que, dans tous les cas, l'enjeu d'un pari est directement lié au risque couru. Cependant, selon Blaise Pascal dans ses *Pensées* : « *Pesons le gain et la perte, en prenant croix que Dieu est. Estimons ces deux cas : si vous gagnez, vous gagnez tout ; si vous perdez, vous ne perdez rien. Gageons donc qu'il est, sans hésiter.* »

Fondamentalement, le pari est omniprésent dans notre société car il représente une source de rêve qui, même s'il ne se concrétise pas, réjouit l'homme qui, dans l'attente du résultat, éprouve comme un sentiment de toute-puissance.

## *Schriever Wargame 2012*

L'US Air Force Space Command (AFSpC) organise depuis 2001 des *Schriever Wargames* (SW). Il s'agit de *computer assisted exercices* dont l'objectif est la manœuvre et la planification des capacités spatiales et cyber. SW12 est la première édition ouverte à l'OTAN qui s'est déroulée sur la base aérienne de Nellis (Nevada, USA) en avril 2012. Sous l'égide du Commandement interarmées de l'espace (CIE), les armées ont participé et en retiennent de nombreux enseignements.

SW12 s'est appuyé sur le scénario d'une opération aéro-maritime de l'OTAN se déroulant en 2023, engagée au large de la Corne de l'Afrique, destinée à rétablir la liberté de navigation contestée par une alliance entre les pirates somaliens et les milices islamistes.

S'appuyant sur une structure de commandement alliée complète, un JFC (*Joint Force Command*) déployé (fictivement) à Djibouti conduisait les opérations, assurant le contrôle opérationnel des forces terrestres, maritimes et aériennes. Les nations conservaient la pleine responsabilité de l'ensemble de la chaîne de commandement de leurs capacités spatiales.

Le déroulement de l'exercice a permis d'étudier les actions sur le terrain et l'emploi des moyens spatiaux en appui. Des incidents ont simulé des cas d'attaques cyber sur les segments sol, la collision de satellites, le brouillage GPS, le tir avorté d'un lanceur d'un État tiers, une capacité spatiale adverse d'observation et la perte de contrôle de satellites géostationnaires due à des phénomènes météorologiques solaires.

Il a mis en évidence le rôle central de la *Space Situational Awareness* (SSA) et les effets collatéraux de tout événement dans l'environnement spatial. Il a confirmé que les répercussions mondiales d'un incident spatial (météorologie solaire, nuages de débris, action offensive...) touchent, au-delà du théâtre, les Alliés, les nations, et toute la communauté internationale.

Le *wargame* a également permis de mettre en place et de tester pour la première fois la fonction de *Space coordinating authority* (SCA) prévue dans l'AJP 3.3 (A) (doctrine des opérations interarmées aériennes et spatiales). La fonction de SCA a été assurée par le JFC Commander. La création d'un « *Space coordination working group* » (SCWG), pour l'occasion dirigé par le J3 du JFC, a permis d'assurer la véritable coordination de niveau opératif au sein du JFC, tout en favorisant la coordination de l'emploi des capacités



DR

spatiales entre le JFC et les nations. La SCA n'a qu'un rôle de coordination puisque les nations conservent la totalité de la chaîne de commandement de leurs capacités spatiales.

La coordination de l'emploi des capacités spatiales en soutien de l'opération a bénéficié de cette double mise en place qui a montré sa pertinence et son efficacité. Toutefois, dans le cas d'une opération réelle, le JFC serait accaparé par ses autres responsabilités.

Il conviendrait donc de lui adjoindre un conseiller espace spécifique, qui pourrait être investi de la responsabilité de SCA par délégation et qui aurait la responsabilité de diriger le SCWG.

L'organisation générale de l'OTAN a plutôt bien fonctionné dans le cadre d'une seule opération, assez simple, et avec un seul JFC engagé. Les difficultés liées à la coordination spatiale de niveau stratégique entre SACEUR, les deux JFC (Brunssum et Naples), les CJTF de circonstance et les nations mériteraient toutefois d'être testées dans l'avenir.

En particulier, la robustesse de cette organisation risque d'atteindre ses limites lorsque les ressources rares en services issues des capacités spatiales seront sollicitées par plusieurs opérations sur des théâtres différents, et que l'utilisation de ces capacités pourra être contestée par l'adversaire.

L'OTAN n'en est qu'à ses débuts de la réflexion dans ce domaine. Les Nations semblent aujourd'hui avoir plus de légitimité que l'Alliance en raison du contrôle qu'elles exercent sur leurs moyens d'une part, et de la nature même de l'espace d'autre part.

La fonction de SCA OTAN a montré son utilité lors du *wargame*, la coordination de l'ensemble des capacités spatiales ayant permis leur emploi optimisé au profit de l'opération. La mise en place d'une structure identique nationale permettrait également d'envisager une approche globale dans le domaine spatial, d'optimiser l'emploi des moyens et de coordonner les capacités commerciales et civiles. Prenant en compte ce retour d'expérience, le Commandement interarmées de l'espace (CIE) va affecter dès cet été au Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) un officier expert, conseiller pour la coordination et l'emploi des moyens spatiaux.

# Transformation : les six visages de l'armée de l'air

Depuis la fin de la guerre froide et la guerre du Golfe, l'armée de l'air est engagée dans une série de bouleversements auxquels les aviateurs ont attribué le nom de transformation. **Pour autant, quelque profondes et durables que soient les mutations en cours, l'armée de l'air a été confrontée à des phénomènes de même nature à plusieurs reprises tout au long de son histoire. L'analyse de ces différentes transformations et mutations fait ressortir qu'elle est passée par six visages successifs depuis plus d'un siècle.**

## Les facteurs des transformations

Un simple coup d'œil sur les raisons qui ont engendré de telles évolutions permet de distinguer qu'elles résultent à la fois de causes à la fois externes et internes à l'appareil militaire aérien. Celles qui sont liées aux relations internationales et aux conflits constituent de puissants catalyseurs.

D'autres facteurs déclencheurs s'identifient aux révolutions techniques qui contribuent à transformer plus ou moins profondément les systèmes militaires. C'est ainsi que la Grande Guerre est caractérisée par une progression rapide et constante des performances des matériels. Les années 1930 sont marquées par un bouleversement significatif des procédés de fabrication des avions et des armes. Le tournant des années 1940-1950 voit l'introduction du réacteur et du radar, alors que les années 1960 correspondent à l'entrée dans l'ère du nucléaire et des missiles. Les quatre décennies qui suivent sont tout aussi riches en innovations majeures. Elles entraînent des pas de géant dans le domaine de l'information, du renseignement, des munitions guidées de précision, des drones, des systèmes de commandement et de contrôle.

Les révolutions doctrinales concourent aussi à faire évoluer le visage de l'armée de l'air. Ainsi en va-t-il de la propagation de la pensée douhétienne, tout au long des années 1920-30, ou encore de l'influence qu'exerce la pensée de Warden et de Boyd, au tournant des années 1980-90.

## Six visages successifs

Ces phénomènes, de quelque nature qu'ils soient, entraînent des transformations plus ou moins profondes de l'arme aérienne. Partie de presque rien en 1914, l'aéronautique militaire est, quatre ans plus tard, une arme puissante (3 500 avions en ligne en novembre 1918), aspirant à l'autonomie institution-

nelle et opérationnelle, capable de produire des effets de masse et inspirée par l'esprit du chasseur. À ce premier visage, l'indépendance acquise en 1933-34, l'intérêt pour une doctrine stratégique forte, le réarmement accéléré face au danger d'une nouvelle guerre et le renouvellement radical des matériels et de l'organisation en substituent un deuxième. La construction n'est pas encore achevée que survient la défaite du printemps 1940 et la chute vers l'abîme. L'armée de l'air n'en renaît pas moins de ses cendres grâce au réarmement engagé par les Américains et les Britanniques. Le visage qu'elle présente au sortir de la guerre, le troisième, la montre bien plus puissante qu'en 1940 (150 000 hommes et 700 avions), équipée des meilleurs matériels du moment.

Réduite à la portion congrue par les compressions d'effectifs et de budgets de 1946-47, ravalée jusque-là à une simple force d'appui, l'armée de l'air, forte d'un quatrième visage, retrouve le sens de la grandeur, un statut digne d'elle grâce à l'OTAN (1948-49) et une mission qui est la défense de l'Europe.

Lorsque, en 1958, ils sont désignés pour mettre en œuvre l'arme nucléaire stratégique nationale, les aviateurs français entament leur marche vers une nouvelle transformation de leur armée, la cinquième en date. Facteur de légitimité incontestable, le nucléaire engendre des transformations de structures considérables, la modernisation accélérée des matériels et le recentrage vers la défense du sanctuaire français. Elle marque l'armée de l'air d'une empreinte profonde pendant trois décennies et entraîne une stabilité qu'elle n'a jamais connue auparavant.

Le sixième et dernier visage résulte de la fin de la confrontation Est-Ouest, de l'onde de choc de la guerre du Golfe, d'une réorganisation inédite (*Air 2010*), des réductions budgétaires drastiques de l'après-guerre froide, de la professionnalisation. Elle se rapporte aussi à la nécessité de réduire les effectifs et la flotte aérienne, pour tendre vers la polyvalence qu'autorise le *Rafale*, de s'adapter aux nouveaux types de conflits menés dans le cadre d'opérations de projection extérieures multinationales et interarmées. La RGPP (révision générale des politiques publiques), la publication du Livre blanc, la crise financière récente, les problèmes liés à l'endettement de l'État et l'interarmisation peuvent-ils être à l'origine d'une autre transformation et, par conséquent, d'un nouveau changement de visage ? La question mérite d'être avancée.

# Institutions européennes - 3

*NB : Cet article est le troisième d'une série de trois, traités aux n° 88, 89 et 90 des Carnets du Temps*

**Afin de compléter la présentation des principales institutions européennes, le présent article résume la composition, le rôle et les missions de la Cour de justice européenne, de la Cour des comptes européenne, de la Banque centrale européenne et de la Banque européenne d'investissement.**

## **La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)**

La CJUE a été instituée en 1952 par le traité de Paris portant création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et siège à Luxembourg.

Depuis 2003, son président est le Grec Vassilios Skouris. La CJUE regroupe la Cour de justice, le Tribunal et le Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne (UE) ainsi que des tribunaux spécialisés. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, elle se compose de 27 juges et de 8 avocats généraux, nommés d'un commun accord par les États membres.

La Cour de justice est la juridiction suprême de l'Union. Elle est compétente pour trancher les litiges relatifs à l'application du droit européen selon les modalités du « **recours direct** » qui vise à faire respecter les règles européennes par les États membres et par les institutions européennes, et du « **recours préjudiciel** ».

La CJUE peut aussi être saisie par le Parlement européen, le Conseil ou la Commission. Elle contrôle aussi les actes du Conseil européen, et les recours formés par la Cour des comptes, la Banque centrale européenne et le Comité des régions.

## **La Cour des comptes européenne (CCE):**

Instituée par le traité de Bruxelles du 22 juillet 1975, elle a été élevée au rang d'institution européenne lors de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht (1993). Elle siège aujourd'hui à Luxembourg.

Depuis janvier 2008, son président est le Portugais Vítor Manuel da Silva Caldeira. Elle est composée de 27 membres, nommés par le Conseil de l'UE après consultation du Parlement européen.

La CCE contrôle les comptes de l'UE et des organismes gérant des fonds européens. Elle s'assure de la fiabilité des comptes, de la légalité et de la régularité des recettes et des dépenses et de la bonne gestion financière, et effectue des contrôles. Sa mission est d'améliorer la gestion financière de l'UE, mais aussi de rendre un avis sur la législation financière européenne et les moyens d'aider l'Union à lutter contre la fraude.

La CCE est indépendante des autres institutions européennes mais entretient avec elles des relations permanentes. Elle peut émettre des avis à leur demande et présente chaque année au Conseil et au Parlement européen un rapport annuel sur l'exercice financier écoulé.

### **La Banque centrale européenne (BCE)**

Elle a été instituée le 1<sup>er</sup> juin 1998 et siège à Francfort-sur-le-Main en Allemagne.

Depuis novembre 2011, le président de la BCE est l'Italien Mario Draghi. Son fonctionnement s'articule autour du Conseil des gouverneurs, qui définit les grandes orientations de la politique monétaire européenne, et du Directoire, chargé de la mettre en œuvre et d'assurer la gestion courante de la BCE.

La BCE est chargée de mettre en œuvre une politique monétaire unique dans la zone euro avec pour objectif principal la stabilité des prix. Elle utilise pour cela plusieurs indicateurs liés au niveau de l'inflation et de la croissance monétaire et à l'évolution des prix. Elle agit sur le taux de refinancement qui influe sur les conditions de crédit proposées aux entreprises et aux particuliers et conduit la politique de change arrêtée par le conseil Ecofin.

Afin de mener à bien sa mission et pour assurer la crédibilité et la stabilité de l'euro, elle est totalement indépendante du pouvoir politique.

### **La Banque européenne d'investissement (BEI)**

Créés en 1957, les statuts de la BEI font l'objet d'un protocole annexé au traité de Rome, qui peuvent être modifiés depuis le traité de Lisbonne (2007).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'Allemand Werner Hoyer est le président de la BEI. Les 27 États membres de l'UE sont les seuls actionnaires de cette institution et sa gouvernance se compose de quatre organes : le Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration, le Comité de direction et le Comité de vérification.

La BEI, dotée de la personnalité juridique, est l'institution financière de l'UE. Elle a pour mission de contribuer à la réalisation des politiques économiques et sociales de l'Union en faisant appel, sans but lucratif, aux marchés des capitaux. Elle accorde des financements bancaires (prêts et garanties) à des projets d'investissement (publics, privés) et des prêts individuels ou directs aux pays membres ou tiers partenaires de l'UE.

Depuis 2000, la BEI constitue – avec le Fonds européen d'investissement (FEI), spécialisé dans l'aide aux PME – le « groupe BEI ».

Ces quatre institutions, à la fois liées et indépendantes, permettent de gérer les domaines juridiques et financiers au sein de l'UE.

*Sous la haute direction de monsieur Patrick-Louis Hubert, magistrat consulaire - juge au tribunal de commerce de Paris*

# Massachusetts Institute of Technology « *Mens et Manus* »

Le Massachusetts Institute of Technology, plus connu sous son acronyme MIT, est une université américaine privée fondée en 1861 par William Barton Rogers. Cette prestigieuse institution s'enorgueillit de 72 lauréats au Prix Nobel qui témoignent de la grande qualité de son enseignement qui a su se renouveler au fil des ans.

## Un enseignement non conventionnel

Lorsque William Barton Rogers décide de fonder le Massachusetts Institute of Technology en 1861, la nouvelle université américaine d'Harvard copie les établissements anglais de Cambridge et d'Oxford qui prônent un enseignement classique en étudiant les textes en latin et en grec. Le fondateur du MIT choisit un enseignement non conventionnel, inspiré du modèle allemand, qui encourage la recherche, l'expérimentation et récompense le mérite de l'élève. Cette approche moderne s'inscrit dans le mouvement d'industrialisation de l'Amérique du Nord en fournissant des ingénieurs et des techniciens à cette jeune nation naissante. Il choisit comme emblème pour son université un forgeron et un savant et comme devise : *Mens et Manus* (l'esprit et la main). Cette association symbolise la conviction de son créateur, qui perdure encore aujourd'hui : la théorie et la pratique vont de paire. Dans

l'esprit de son fondateur, la mission du Massachusetts Institute of Technology est de faire progresser la connaissance et de former les étudiants dans les domaines de la science et de la technique. Pour cela il met en place une structure de recherche qui puisse améliorer et préserver les connaissances dans les domaines scientifique et architectural.



Cette université se décompose en 5 écoles et regroupent 27 départements dont : l'architecture ; le génie électrique, sanitaire et marin ; l'architecture navale ; l'ingénierie aéronautique ; la météorologie ; la physique nucléaire et l'intelligence artificielle. L'Institut compte 10 000 étudiants qui viennent du monde entier, encadrés par mille professeurs. Les frais d'inscription sont en moyenne de 35 000 \$ par an. Le cursus universitaires est très sélectif et seul

les meilleurs accèdent aux classes supérieures. Ainsi, au début de l'année scolaire, chaque nouvelle promotion doit réussir un *student hack*, une farce technique, dont les meilleures sont exposées au réfectoire. Avec cette entrée en matière originale, les étudiants travaillent sur des techniques qui font appel à l'imagination et à l'ingéniosité.

## **Inventer le futur**

Selon Susan Hockfield, directrice du MIT depuis 2004, la réussite de son université repose sur la méritocratie : « *C'est une chose de dire que l'on encourage la créativité, mais à moins de tendre vers une véritable méritocratie, les meilleurs éléments se détournent de vous.* » Son poste de directrice témoigne aussi de la volonté de cette institution de lutter contre la discrimination contre les femmes. Le ratio entre étudiants et étudiantes est de 50/50. Toutefois, 21 % seulement du personnel enseignant sont des femmes.

L'autre force du MIT est la volonté de confronter les meilleurs scientifiques de différentes disciplines. Ainsi, sur le campus les étudiants peuvent croiser Tim Berners-Lee, le créateur du World Wide Web, Noam Chomsky, philosophe linguiste, ou encore le réalisateur Terrence Malick. Mais cette confrontation se fait par une surenchère financière qui pousse l'établissement à augmenter les frais d'inscription.

Depuis 150 ans, cette communauté éclectique s'obstine à inventer le futur. Ainsi, bon nombre d'objets de notre quotidien sont en grande majorité les enfants du MIT : le téléphone, les radars, le photocopieur, les calculatrices. En effet, la recherche est un élément fondamental au MIT, puisqu'elle est obligatoire pour valider une thèse de doctorat. Cette recherche est étroitement associée au monde de l'entreprise. Ainsi, des anciens élèves ont créé 25 800 sociétés qui emploient trois millions de personnes, dont un quart de la population active dans la *Silicon Valley*. Le prestige du MIT permet de recevoir un nombre important de subventions de l'État et de diverses fondations. Certains détracteurs reprochent au MIT d'être l'un des plus grands bénéficiaires des fonds distribués par le ministère de la Défense et par-là même doutent de sa réelle autonomie dans la recherche scientifique.

Sous la haute direction de monsieur le doyen Jean-Yves Daniel, inspecteur général de l'Éducation nationale

---

## La guerre d'Espagne (juillet 1936 - avril 1939)

**La guerre d'Espagne commence au Maroc espagnol lorsque, le 17 juillet 1936, le général Francisco Franco prend le commandement des troupes, et se termine avec la victoire des nationalistes en avril 1939. S'il s'agit au départ d'une guerre civile, celle-ci prend progressivement la forme d'un conflit aux enjeux politiques, militaires et idéologiques de dimension internationale.**

Dans les années 1930, l'Espagne connaît un retard économique important par rapport au reste de l'Europe et vit dans la nostalgie de sa gloire passée et notamment de la perte de Cuba en 1898. Lors des élections municipales d'avril 1931, la monarchie dirigée par le roi Alphonse XIII est renversée et la Seconde République espagnole est proclamée le 14 avril 1931. Les tensions politiques s'exacerbent. À droite, se développe un activisme fascisant alimenté par la peur d'une révolution bolchevique ; les grèves se multiplient, durement réprimées par l'armée, et de nombreux syndicalistes sont arrêtés. Au mois de février 1936, le parti du Front populaire, qui est une union des gauches, remporte les élections, mais le pays s'agite à nouveau, à droite comme à l'extrême-gauche, avec la multiplication de mouvements sociaux incontrôlés, de graves troubles, d'affrontements sanglants et de crimes politiques.

Du côté de l'armée, dès l'arrivée au pouvoir du Front populaire, le haut commandement militaire commence à préparer un coup d'État. Le 13 juillet 1936, l'un des dirigeants et député de la droite monarchiste, José Calvo Sotelo, est assassiné, ce qui fournit ainsi un prétexte aux militaires pour s'emparer du pouvoir. Le 17 juillet, au Maroc espagnol, l'armée régulière sous le commandement du général Francisco Franco se soulève contre le gouvernement légal. Le lendemain, une partie de l'armée stationnée dans la péninsule se soulève à son tour et, en l'espace de quatre jours, les troupes franquistes contrôlent une bonne partie de la péninsule. L'Espagne est coupée en deux : les insurgés nationalistes ont réussi à s'emparer de l'ouest et du sud. C'est le début de trois ans de guerre civile.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1936, le général Franco est nommé par la *junte de Burgos* chef du gouvernement national ; l'Espagne se divise alors entre les républicains et les nationalistes :

– du côté républicain, le mouvement connaît d'importantes dissensions intérieures, et des affrontements meurtriers se déroulent au sein du même camp. Les républicains sont en effet divisés en deux courants : les anarchistes et les socialistes radicaux, qui réclament une révolution totale et prolétarienne, et les communistes et socialistes modérés, qui veulent renforcer l'au-

torité d'un pouvoir démocrate. Les communistes sont soutenus par l'Union soviétique, laquelle encourage également, par l'intermédiaire du *Komintern*, la création de « Brigades internationales »<sup>(1)</sup>, des unités rassemblant des étrangers parmi lesquels on peut citer André Malraux.

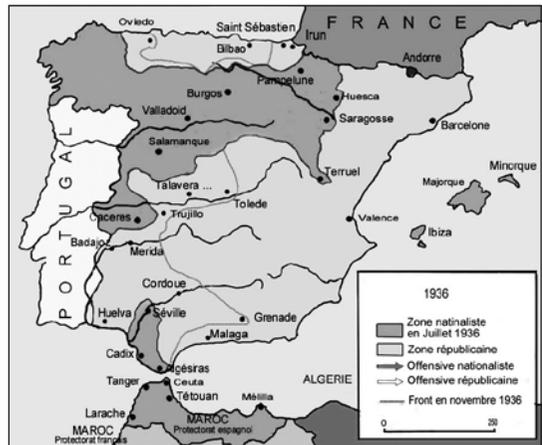
– du côté nationaliste, les franquistes développent une idéologie d'ordre moral d'inspiration contre-révolutionnaire et un certain mythe de la « Croisade » dans lequel Franco combat pour la religion et la patrie au nom de la tradition espagnole. Les nationalistes sont activement soutenus par les dictatures allemande et italienne, qui leur envoient des hommes – telle la légion Condor envoyée par l'Allemagne – et des matériels.

Au-delà de l'affrontement idéologique, républicains et nationalistes se battent aussi pour la conquête du territoire espagnol. Dès 1937, les nationalistes réussissent à étendre leur domination, notamment vers le sud (Málaga). Les républicains connaissent aussi des victoires, mais ils souffrent de leurs divisions internes. En avril 1938, les nationalistes parviennent à couper en deux la zone contrôlée par les républicains : d'une part, Madrid et le sud-est de la péninsule, d'autre part, la Catalogne. Au mois de décembre 1938, les nationalistes lancent l'offensive finale en Catalogne : Barcelone est prise le 28 janvier, toute la Catalogne tombe en février et une partie de l'armée républicaine se réfugie en France, où ses membres sont internés dans des camps. Les armées nationalistes concentrent alors leurs efforts sur Madrid. Le 26 mars débute la reddition de l'armée républicaine et, le 28 mars, les troupes du général Franco font leur entrée dans Madrid.

La guerre civile prend fin. Cet affrontement idéologique et militaire fut particulièrement violent, que ce soit lors de grandes batailles comme celle de Teruel, ou la bataille de l'Èbre, mais aussi par les exécutions, les massacres, les atrocités commises dans un camp comme dans l'autre. En cela, comme la propagande, la violence et le fanatisme qui la caractérisent, la guerre d'Espagne préfigure la seconde guerre mondiale.

1. Elles regroupent des volontaires désireux de combattre les nationalistes pour défendre la « République sœur » espagnole.

[Sous la haute direction de monsieur François Pernot, maître de conférences en histoire moderne](#)



# Les origines de la guerre

**Pour gérer leurs conflits, les humains adoptent des dispositifs et des procédures politiques. Ceux-ci ne sont effectifs qu'à l'intérieur d'une polities. Entre polities, les conflits se développent en guerres. De ce fait, la guerre a une date de naissance et pourrait disparaître un jour.**

## Développement

La guerre n'est pas un caractère génétique de l'espèce humaine ni un produit direct de son agressivité ou de la conflictualité, mais une contrainte imposée par la dispersion politique de l'humanité. L'espèce est conflictuelle, parce qu'elle est querelleuse, passionnelle et opiniâtre, et tout conflit peut toujours dégénérer en lutte à mort. Pour gérer ce problème de survie, les humains mettent au point des dispositifs et des procédures permettant de résoudre les conflits sans recourir à la violence. Ce faisant, ils fondent un ordre politique, qui a pour fin la paix par la justice. On appelle « polities » l'espace social de paix tendancielle par la justice et l'ensemble à l'intérieur duquel les dispositifs et les procédures sont efficaces et préviennent les conflits de dégénérer. Au-delà de cet espace, les conflits ne peuvent plus être gérés pacifiquement faute de dispositifs, si bien qu'ils peuvent succomber à la violence. La guerre est, par nature et par définition, un conflit violent entre polities.

L'agressivité et la violence sont des moyens permettant à la vie animale de se perpétuer. Dans tout le règne animal, les individus y recourent pour se nourrir et se défendre, mais, entre congénères d'une même espèce, un dispositif inné prévient le recours de dégénérer en lutte à mort. L'espèce humaine n'est pas équipée d'un tel dispositif, car elle est non programmée et libre. Cette absence la condamne au risque de subir la logique de la violence. Dans un duel privé de règles du jeu et de dispositifs pour les faire respecter, tout conflit recourt irrésistiblement à la violence, car celle-ci, en faisant intervenir des moyens physiques pour s'imposer, permet à celui qui y recourt et y applique les plus fortes doses, de l'emporter en éliminant l'autre ou en le réduisant à l'impuissance. Cette contrainte joue, qu'il s'agisse de deux individus, de deux groupes, de deux polities ou de deux coalitions de polities. Or, chacun des deux duellistes a un intérêt vital à appliquer des doses toujours

croissantes de violence, car toute supériorité de l'un signifie la défaite de l'autre. Comme ils sont soumis à la même logique de la surenchère, tout conflit violent monte de lui-même aux extrêmes de la lutte à mort. La guerre est, selon son concept, une lutte à mort entre polities.

Pendant plusieurs dizaines de millénaires, l'humanité a vécu dispersée en bandes minuscules de chasseurs-cueilleurs, composées de quelques centaines d'individus. Chacune occupait et exploitait son propre territoire de parcours et n'entretenait que les relations les plus épisodiques avec ses voisines. Par ailleurs, si des contacts survenaient, ils avaient des risques minimes d'être conflictuels, faute d'enjeux. Dans ces conditions, chaque bande était un espace de pacification tendancielle, où, sans doute, des conflits éclataient entre individus et pouvaient donner lieu à des meurtres, mais où des conflits violents entre groupes n'avaient pas lieu d'éclater. De même entre bandes, qui ignoraient les dangers d'un espace de guerre virtuelle. De fait, l'archéologie ne révèle pas le moindre indice de guerre au Paléolithique, où les morts violentes sont plus sûrement interprétées comme des meurtres ou des accidents de chasse. La guerre apparaît dans les histoires humaines, il y a une dizaine de millénaires, avec la néolithisation et tous les développements qui la définissent : production agricole et artisanale, élevage, explosion démographique, stratification sociale, création de chefferies et d'organes politiques... La guerre est une lutte à mort entre polities, apparue avec le néolithique.

La guerre ne peut éclater que s'il existe au moins deux polities en contact. Elle disparaîtrait donc si l'humanité était réunie tout entière en une politie unique, car la planète serait devenue un espace de pacification tendancielle par la loi et le droit. Or, la logique de la guerre a pour aboutissement l'unification politique de la planète. En effet, la mort qui menace les polities en guerre désigne moins la mort physique des combattants que la mort politique des polities vaincues. La mort politique signifie la perte de l'indépendance, la conquête et l'absorption par les polities victorieuses. De fait, la ligne évolutive la plus nette sur les dix à douze derniers millénaires est la coalescence en polities de plus en plus vastes et peuplées par le moyen de la guerre. De coalescence en coalescence, la ligne doit logiquement conduire à terme à une politie planétaire.

# L'individu

**Le sujet de l'éthique, tant dans son département des devoirs que dans celui des fins dernières, est l'individu. En tant qu'il est humain, l'individu est à la fois unique, plural et un.**

« Individu » désigne le résultat ultime et « insécable » d'une opération de division et de subdivision. Dans le règne vivant, l'individu est le mode d'existence d'une espèce : on n'observe jamais que des humains, des chats, des pingouins... et non pas l'humanité, le félin ou l'alcidé. Pourtant, l'individu est tout autant le porteur de tous les niveaux de classification du vivant, à la fois humain, anthropoïde, mammifère, vertébré, animal... Il incarne donc les caractères distinctifs de l'espèce dont il relève.

L'espèce humaine se distingue de toutes les autres, et en particulier des anthropoïdes, par quatre caractères saillants. La liberté désigne la non-programmation génétique, au sens où l'espèce humaine est la seule à être définie par un ensemble structuré de virtualités en attente d'actualisations culturelles : nous sommes programmés pour apprendre à parler, mais pas telle langue particulière. La finalité désigne la solution des problèmes posés à l'espèce par sa liberté : comment vivre ensemble sans s'entretuer ? comment approprier des ressources rares à des besoins ouverts ? comment acculturer les générations successives ? comment trouver la félicité ? La rationalité est la capacité à mettre en œuvre les dotations naturelles de l'espèce, pour résoudre les problèmes soulevés par l'effectuation des fins. La faillibilité est la capacité à trouver aussi bien les bonnes solutions que les mauvaises.

Les individus humains sont, en tant qu'incarnations de l'espèce, libres, finalisés, rationnels et faillibles. Chaque caractère est susceptible d'une infinité de nuances, si bien que pas deux êtres humains ne peuvent être affirmés rigoureusement identiques. À ce titre, chaque individu humain est *unique*. Comme il est aussi doté de la capacité de prendre conscience de lui-même, chacun est justifié de se ressentir tel.

L'individu est aussi *plural*, au sens où il peut être saisi et défini à trois niveaux de réalité. Le niveau *spécifique* est porteur de tous les caractères et attributs définissant l'espèce et communs à tous ses représentants. De ce

point de vue, tous les humains passés, présents et à venir sont identiques, c'est-à-dire des animaux dont la nature est virtuelle et exige d'être actualisée culturellement au contact de cercles sociaux et culturels. Le niveau *culturel* est le porteur de toutes les actualisations partagées avec d'autres individus réunis dans le même cercle. L'actualisation a deux dimensions, l'une tracée par les fins et les ordres, l'autre par l'extension des cercles. Chaque individu est donc acculturé politiquement, religieusement, économiquement, techniquement, éthiquement..., au sein de cercles qui vont du ménage à la civilisation. Le niveau *idiosyncrasique* est la manière unique dont chacun incarne les caractères spécifiques et les effectuations culturelles.

Une manière simple de se figurer le statut de l'individu humain est de l'imaginer comme un ensemble de cercles concentriques, dont le centre serait l'humain spécifique, le cercle le plus extérieur l'humain idiosyncrasique et tous les cercles intermédiaires l'humain culturel, car chaque individu relève toujours d'une pluralité de cercles d'acculturation. C'est pourquoi l'individu est non seulement unique et plural, mais encore *un*. En effet, chacun est à la fois et en même temps le centre et les cercles, si bien que, en se livrant à une activité humaine quelconque, il mobilise tous les niveaux de réalité, spécifique, culturel et idiosyncrasique. Il ne faut pas les concevoir comme des strates juxtaposées, mais comme fondus en une unité organique.

La fusion n'est pas la confusion des niveaux. En effet, en fonction de l'activité poursuivie, l'un ou l'autre niveau est davantage sollicité. Le connaître privilégie le niveau spécifique, car il vise la vérité, dont la validité est universelle, par la mise en œuvre des facultés humaines. Le faire actionne plutôt les niveaux culturels, car matérialiser des formes et informer des matières au service de l'utile ne peut être réalisé qu'à l'intérieur de cadres de référence culturels : on ne peut pas construire un sanctuaire en général, mais chrétien ou chinois. L'agir sollicite plutôt le niveau idiosyncrasique, car il poursuit le bien dans la singularité des circonstances et au sein des incertitudes. Par ailleurs, chacun réussit plus ou moins bien à actionner le niveau de réalité exigé par l'activité concernée, car chacun est unique et trouve sa manière propre et originale d'ajuster entre eux ses trois niveaux de réalité.

## *Pour qui sonne le glas* (1940) d'Ernest Hemingway (1899-1961)

« *Nul homme n'est une île en soi. Nous faisons tous partie d'un même continent, et chaque fois que tu entends sonner le glas, ne demande pas pour qui il sonne : il sonne pour toi.* » John Donne

***Pour qui sonne le glas* d'Hemingway est un récit de guerre et une épopée politique rapportant les combats menés pendant la guerre civile d'Espagne (1936-1939). Son récit se concentre sur la préparation d'un assaut par l'Américain Robert Jordan, engagé au sein des Brigades internationales aux côtés des républicains espagnols qui combattent les franquistes.**

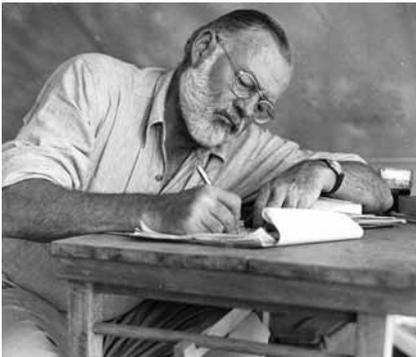
En pleine guerre d'Espagne, Robert Jordan, dit Roberto, professeur d'espagnol et idéaliste, se voit chargé de faire sauter un pont dans un maquis de la région de Ségovie afin d'empêcher le passage des renforts franquistes lors d'une attaque prévue par ses amis républicains. Il prépare sa mission, trois jours durant, caché dans les montagnes aux côtés des « partisans ». Une véritable histoire d'amour naît entre le jeune homme et la belle Maria, qui s'est fait maltraiter par les franquistes et qui est depuis sous la protection de Pilar, la femme de Pablo, un gitan, autrefois excellent chef de guérilla, mais devenu alcoolique et déserteur. Méfiant à l'égard de Pablo, Roberto trouve un soutien supplémentaire auprès de la bande de guérilleros d'El Sordo. Roberto découvrira ce qui anime ces soldats et connaîtra un amour profond et sincère, amplifié par l'imminence de sa mort, dont il a particulièrement conscience. Et, une fois sa mission accomplie, il comprendra toute l'ampleur de la question « *pour qui sonne le glas ?* », lorsqu'il sentira « *son cœur battre contre le sol couvert d'aiguilles de pin de la forêt* ».

Cette œuvre reflète d'abord les convictions politiques de l'auteur. En effet, celui-ci, né dans l'Illinois aux États-Unis, a toujours voulu s'engager dans l'armée, ce qu'il n'a pu faire à cause d'un défaut à l'œil. Mais, très vite, il a abandonné les études universitaires pour s'engager à la Croix-Rouge. Sous prétexte de son travail de journaliste et de reporter, il s'est rendu sur les différents lieux de conflit, notamment durant la seconde guerre mondiale, où il a participé activement à la guerre et à la lutte contre le fascisme. Combattre pour une cause représente pour l'artiste le seul moyen de se sentir utile et vivant et de vaincre, un instant, l'angoisse existentielle et la peur du néant.

Dans ce contexte, Hemingway a participé à la guerre civile espagnole aux côtés des républicains. Ayant été blessé au front, il ressent la nécessité d'exorciser ce traumatisme à la fois par l'écriture et dans la recherche de nouveaux combats. Son protagoniste, Roberto, sait qu'il va mourir mais, à travers son engagement absolu, connaît ce moment d'embrasement, cette *gloria* dont parle Maria et qui vaut bien tous les sacrifices, car elle replace l'homme dans sa perspective de globalité et lui redonne un sens. Ce roman tragique, en plus de refléter les convictions politiques de l'auteur, illustre l'importance à ses yeux de s'engager dans le monde. Le titre du roman, inspiré d'un sermon du théologien anglais John Donne, invite dès le départ à s'interroger sur le destin de l'homme mais il s'agit finalement d'une question rhétorique car au fond nous sommes tous concernés par le combat pour le Bien contre le Mal. Hemingway veut par ailleurs être un écrivain héros parce qu'il accorde une importance particulière aux prouesses physiques exaltées face au danger, qui constituent pour lui la preuve de la virilité.

Le roman *Pour qui sonne le glas* a connu beaucoup de succès dès sa sortie. Hemingway a développé à travers ce roman une technique narrative personnelle, inspirée de modèles divers allant de Mark Twain à Gustave Flaubert et jusqu'à l'impressionnisme cézannien. L'écrivain veut rendre « la chose réelle » et pour cela s'attache à faire des descriptions précises, démunies de psychologie, afin de traduire avec justesse les émotions qui transparaissent naturellement des gestes, des paroles, des situations. Son désir de ne garder que l'essentiel apporte une pauvreté apparente au roman. Mais en réalité, au fil de la lecture, il dégage une étonnante puissance en matière de sensations et d'éclat, car le récit est rempli, selon les termes de l'artiste, de ces « choses qui vous émeuvent avant que vous sachiez le fond de l'histoire ». Hemingway est donc l'un des premiers à avoir écrit un roman comportementaliste, dit aussi béhavioriste.

Hemingway a reçu le prix Nobel de littérature en 1954 et reste l'un des plus grands modèles de la littérature du xx<sup>e</sup> siècle. Son style particulier est à l'origine du « roman américain » et a donné naissance à un certain nombre d'adaptations cinématographiques.



DR

## Guernica de Pablo Picasso

Depuis 1936, les républicains espagnols et les franquistes s'affrontent dans une terrible guerre civile. Le 26 avril 1937, la ville de Guernica est bombardée. Pablo Picasso, touché par cette tragédie, décide de dénoncer l'horreur de ce carnage. L'évocation d'un massacre ou d'une tragédie a souvent nourri l'inspiration de peintres comme Goya dans *Dos de mayo* (1814) ou Delacroix dans *Scènes des Massacres de Scio* (1824) mais Picasso transforme cette évocation en un message universel intemporel contre la guerre.

Pablo Ruiz Picasso (1881-1973) est un artiste espagnol aux multiples talents de dessinateur, de sculpteur et de peintre qui produit 50 000 œuvres dont 8 000 tableaux. Avec le peintre Georges Braque, il fonde le mouvement pictural le *cubisme*. Très engagé au côté du parti communiste, il ne désire pas retourner en Espagne dominée par la dictature de Franco et passe donc la grande partie de son existence en France. Picasso est l'artiste le plus prolifique du xx<sup>e</sup> siècle.

### La tragédie basque

Le 26 avril 1937, l'aviation italienne et allemande bombarde la ville de Guernica. Cette dernière est emblématique de la culture basque et de l'histoire espagnole. Elle est tout d'abord la plus ancienne ville où siège le premier parlement d'Espagne, *la Casa de Juntas*. Les rois d'Espagne y venaient aussi, sous le vieux chêne, prêter serment de respecter les franchises démocratiques de la Biscaye. À 16 h 30, alors que le marché bat son plein dans la ville basque, les habitants entendent le grondement des bombardiers. Les avions lâchent alors cinquante tonnes de bombes incendiaires ou explosives. Les chasseurs qui les escortent mitraillent délibérément la population civile majoritairement composée de femmes et d'enfants. Après le raid aérien, 70 % des habitations sont brûlées ou détruites. Par miracle, *la Casa de Juntas* et le vieux chêne sont épargnés.

### Une arme contre la guerre

Depuis le début de la guerre d'Espagne, Picasso mobilise son énergie d'artiste pour dénoncer et défendre la République attaquée par le général Franco. En janvier 1937, il édite une série de gravures *Songe et mensonge de Franco* qu'il vend au profit des républicains. En 1936, la République espagnole passe une commande au peintre pour décorer son pavillon à l'exposition de Paris prévue en 1937. Le bombardement de la ville basque lui donnera le sujet de sa peinture : « *Dans le panneau auquel je travaille et que j'appellerai Guernica, et dans toutes mes œuvres récentes, j'exprime clairement mon horreur de la caste militaire qui fait sombrer l'Espagne dans un océan de douleur et de mort.* »

Les artistes qui évoquent la guerre choisissent généralement les couleurs vives ou un héros emblématique pour dénoncer l'horreur. À l'inverse, sur cette immense fresque de 3,50 m sur 7,80 m, Picasso peint en noir et blanc à la manière d'une photographie d'un journal pour accentuer le caractère dramatique de la scène. Le spectateur qui admire le tableau pour la première fois s'attache aux détails des personnages. Pourtant Picasso conçoit un tableau structuré comme un triptyque, verticalement par deux volets latéraux et au centre un triangle équilatéral dont la lampe occupe la pointe. À l'intérieur de ce découpage rigoureux, alternent les couleurs noire et blanche qui donnent à l'ensemble un mouvement qui rappelle les vagues et suggère la victoire de l'esprit humain sur le chaos et l'apocalypse. Picasso s'efforce de maintenir l'équilibre entre les images de la détresse (les femmes, le cheval blessé, le guerrier mort) et celle de l'espoir : le taureau et la torche de lumière. Dès les premières esquisses Picasso ébauche les trois thèmes majeurs du tableau : le taureau, le cheval blessé et la torche de lumière. Dans *Guernica*, ces dessins évoquent des métaphores plastiques : le pelage du cheval semble recouvert de caractères d'imprimerie, comme pour mieux dénoncer les mensonges de la presse. La main de l'homme mort de gauche est striée comme celle d'un paysan ou d'un ouvrier. L'œil de la mère qui pleure son enfant se transforme en larme. Les flammes des incendies jaillissent comme des glaives. La lumière céleste est ici une ampoule électrique, allusion au futur. La bouche du cheval dont la langue est percée d'un couteau lance dans un dernier cri le « *No pasarán !* » des défenseurs républicains de Madrid. Enfin, un taureau fier et droit vers lequel convergent les regards des victimes évoque l'Espagne éternelle qui se relèvera de cette tragédie.

Picasso refusera que sa toile regagne l'Espagne tant que la démocratie n'est pas revenue dans son pays. Pendant quarante ans *Guernica* sera donc exposé à New York. En 1981, six ans après la mort de Franco, la peinture est installée à Madrid au musée du Prado puis en 1992 au musée de la Reine Sofia.



La langue française d'aujourd'hui est le fruit d'un amalgame heureux entre la langue qui se diffusa à partir de l'Île-de-France et toutes celles qui s'étaient développées dans les autres provinces. Cette diversité d'origine, plus tard uniformisée de façon plus ou moins autoritaire, explique pourquoi chaque mot de la langue française a une histoire, pourquoi notre langue apparaît à la fois si belle et si complexe aux étrangers. Car même si notre langue, comme toute langue vivante, continue d'évoluer, elle conserve toutefois des règles fixes, des invariants qu'il est bon de rappeler.

### De l'inanité existentielle d'« *interpelé, interpeler...* »

Les verbes *appeler, épeler, interpeller* ont la même origine tels des frères de sang. Et pourtant ! Force est de constater que l'orthographe, partant, la prononciation d'« *interpeller* » diffèrent de celles des autres membres de la famille. « Vilain petit canard », me direz-vous ! Eh bien non. Tous ces verbes sont issus du verbe latin « *pellere* », qui signifie « *pousser, agiter* ». De la sorte, comme le montre la racine, ce n'est pas « *interpeller* » qui s'est inventé une nouvelle orthographe, ce sont les autres dérivés qui ont modifié leur prononciation et leur orthographe.

Ainsi, à l'oral, nous devons entendre ou prononcer l'ouverture du « *e* » et le redoublement du « *l* », comme dans le mot « *pelle* » ! Par ailleurs, dans son livre *L'Émeraude des Garamantes*, Théodore Monod, célèbre scientifique et écrivain français, s'attarde sur le sens de ce mot : « *Il faut respecter la signification des mots et appeler sans tricherie les choses par leur nom. Question d'honnêteté tout simplement. Car, même si la langue évolue, et si "navré" et "étonner" ne signifient plus "blessé" et "foudroyer", aucun dictionnaire moderne ne tient "interpeller" pour synonyme d'"arrêter", faute volontairement devenue constante dans le discours officiel.* »

1. Cette page n'entre pas dans le périmètre retenu pour l'oral du cycle de formation et de perfectionnement au commandement.

# Le comité pédagogique

sous le patronage du général d'armée aérienne Denis Mercier,  
chef d'état-major de l'armée de l'air

**Gilles Lemoine**, *général de division aérienne, secrétaire général du comité pédagogique, et directeur du Centre d'études stratégiques aérospatiales.*

**Jean Tulard**, *de l'Académie des sciences morales et politiques.*

**Jean Baechler**, *de l'Académie des sciences morales et politiques.*

**André Lewin**, *ambassadeur de France.*

**Denise Flouzat**, *recteur d'académie, professeur des universités et ancien membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.*

**Jean-Pierre Zarader**, *agrégé de philosophie.*

**Jean-Yves Daniel**, *inspecteur général de l'Éducation nationale.*

**Patrick-Louis Hubert**, *magistrat consulaire – juge au tribunal de commerce de Paris.*

**Patrick Facon**, *directeur de recherche au Service historique de la Défense, enseignant chercheur à l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines.*

**François Pernot**, *maître de conférences en histoire moderne.*

**Alain Béwillard**, *général de corps aérien, ancien inspecteur de l'armée de l'air.*

**Pierre Demeulenaere**, *professeur de sociologie à l'université de Paris-Sorbonne.*